

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Jeff Haskins : jhaskins@burnesscommunications.com ou +1 301 646 9869

Michelle Geis : mgeis@burnesscommunications.com ou +1 301 280 5712

PRIÈRE DE NE PAS PUBLIER AVANT LUNDI 26 SEPTEMBRE À 00:01 GMT

Les grands fleuves ont assez d'eau pour soutenir le doublement durable de la production alimentaire au cours des prochaines décennies

Selon une étude approfondie des ressources en eau en Asie, Afrique et Amérique latine, c'est l'efficacité et non la rareté qui constitue le principal problème, les agriculteurs africains n'utilisant qu'à peine 4 % de l'eau disponible

RECIFE, BRÉSIL (26 septembre 2011) – Bien que les conflits et les pénuries liés à l'eau soient fréquents dans les sociétés en évolution rapide de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine, il y a clairement assez d'eau pour satisfaire les besoins alimentaires, énergétiques, industriels et environnementaux pendant le XXI^e siècle, selon un numéro spécial d'*International Water Journal* publié aujourd'hui à l'occasion du [XIV^e Congrès mondial de l'eau](#).

Le rapport du *Challenge Program* « Eau et Alimentation » (CPWF) du CGIAR (Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale) constate que le « *sleeping giant* » de l'eau n'est pas la rareté, mais l'utilisation inefficace et la distribution inéquitable des énormes volumes d'eau coulant dans les grands bassins tels que ceux du Nil, du Gange, des Andes, du fleuve Jaune, du Niger ou de la Volta.

« Le manque d'eau n'affecte pas notre capacité à produire suffisamment de nourriture, déclare Alain Vidal, directeur du CPWF. Il est vrai qu'il existe dans certaines régions, mais nos recherches montrent que dans l'ensemble, le problème réside surtout dans une incapacité à utiliser de manière efficace et équitable les ressources en eau disponibles dans ces bassins. Il s'agit donc, en fin de compte, d'un défi politique plutôt que d'un problème de ressources. »

« D'énormes volumes d'eau de pluie sont perdus ou jamais exploités, ajoute-t-il, en particulier dans les régions non irriguées de l'Afrique subsaharienne. Avec de modestes améliorations, nous pourrions doubler, voire tripler notre production alimentaire actuelle. »

Si le potentiel d'accroissement de la production alimentaire de l'Afrique est le plus élevé, les chercheurs ont néanmoins identifié de vastes zones agricoles en Asie et en Amérique latine, où la production est d'au moins 10 % inférieure à son potentiel. Par exemple, dans les bassins de l'Indus et du Gange, ils ont constaté que 23 % des systèmes rizicoles ne produisent qu'environ la moitié de ce qu'ils pourraient récolter de manière durable.

L'étude, qui a demandé cinq années de recherches scientifiques dans 30 pays du monde entier, est l'évaluation la plus complète réalisée à ce jour de la manière dont les sociétés humaines de vastes régions répondent au besoin croissant d'eau pour les cultures et les pâturages, la production d'électricité, l'alimentation en eau potable des centres urbains en pleine croissance, et l'environnement. Ses résultats donnent une idée du rôle de plus en plus politique joué par la gestion de l'eau dans la réponse à ces besoins concurrents, en particulier en ce qui concerne le problème le plus pressant auquel l'humanité est confrontée aujourd'hui : le doublement de la production alimentaire dans le monde en développement pour nourrir une population croissante, qui, au niveau mondial, devrait passer de 7 à 9,5 milliards de personnes d'ici 2050.

Les dix bassins fluviaux étudiés sont ceux des Andes et du São Francisco en Amérique du Sud ; du Limpopo, du Niger, du Nil et de la Volta en Afrique ; et du Gange, de l'Indus, du Karkheh, du Mékong

et du fleuve Jaune en Asie. Ces bassins – des zones géographiques distinctes et gigantesques, définies par des cours d'eau allant des torrents de montagne aux multiples affluents des grands fleuves – couvrent une superficie de 13 500 000 de kilomètres carrés et accueillent environ 1,5 milliard de personnes, dont 470 millions sont parmi les plus pauvres du monde.

Selon Alain Vidal, les dix bassins étudiés ont été choisis parce qu'ils sont particulièrement représentatifs des défis liés à l'eau dans le monde en développement. L'étude analyse le rôle de la politique et de la gouvernance dans une gestion des ressources en eau visant à réduire la pauvreté et à améliorer le niveau de vie du plus grand nombre de personnes.

« Le constat le plus surprenant est que, malgré toutes les pressions que subissent nos bassins, il existe des possibilités relativement simples de satisfaire nos besoins de développement et d'atténuer la pauvreté où vivent des millions de personnes sans épuiser notre ressource naturelle la plus précieuse », fait remarquer le Dr Simon Cook, du Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) et responsable du *Basin Focal Research Project* (BFRP) du CPWF.

Ainsi, le Dr Cook et ses collègues ont, par exemple, déterminé que si les bailleurs de fonds et les pouvoirs publics mettaient davantage l'accent sur le soutien à l'agriculture pluviale, la production alimentaire pourrait augmenter de manière substantielle et rapide. Il est démontré qu'en Afrique, la grande majorité des terres cultivées n'est pas irriguée, et les chercheurs ont découvert qu'environ 4 % seulement de l'eau disponible est utilisée pour les cultures et l'élevage.

« Avec un vrai coup de pouce à l'intensification de l'agriculture pluviale, on pourrait nourrir le monde sans pour autant accroître la pression sur les systèmes hydrographiques », explique le Dr Cook.

Les auteurs remarquent également que pour dynamiser la production alimentaire dans les bassins étudiés, il faut voir plus loin que les cultures et envisager des usages plus efficaces de l'eau afin d'améliorer les activités d'élevage et de pêche. Les politiques de l'eau ignorent souvent le rôle de ces dernières dans les moyens de subsistance et les régimes alimentaires locaux. Les chercheurs ont, par exemple, constaté que dans le bassin du Niger, la pêche en eau douce permet de vivre à quelques 900 000 personnes, et que 40 millions d'habitants du bassin du Mékong dépendent de la pêche pendant au moins une partie de l'année. Le long du Nil, les chercheurs ont observé que près de la moitié de l'eau du bassin est destinée aux systèmes d'élevage.

« L'approche globale par bassin est indispensable pour évaluer les impacts en amont et en aval des politiques d'allocation de l'eau et pour déterminer les possibilités d'optimisation de la répartition de l'ensemble des bénéfices entre les nombreux habitants », constate Dennis Wichelns, directeur général adjoint de l'Institut international de gestion de l'eau (IWMI), un des principaux partenaires de l'étude.

Les chercheurs ont comparé la médiocre utilisation de l'eau des bassins fluviaux observée dans de nombreuses régions – qu'ils appellent les « dead spots » du développement agricole – aux « bright spots » de la gestion efficace de l'eau. Selon eux, les bright spots se retrouvent dans les vastes régions des bassins du Gange, du Nil et du fleuve Jaune, où les agriculteurs et les pouvoirs publics ont relevé les défis du développement en accroissant considérablement la quantité des denrées alimentaires produites à partir de l'eau disponible. Dans les bassins de l'Indus, du fleuve Jaune, du Nil et du Limpopo, ils ont également identifié des « hot spots » où le partage des ressources en eau et le consensus sur les approches de développement sont des sujets de préoccupation et de conflit.

S'attaquer à la « fragmentation totale » de la gestion de l'eau

Simon Cook et ses collègues soulignent que, même s'il y a globalement suffisamment d'eau pour faire face aux besoins du développement humain et de l'environnement, les conflits liés à l'eau subsisteront tant que les problèmes particuliers, tels que la sécurité alimentaire et la production d'énergie, seront considérés indépendamment les uns des autres. Cook a observé dans la plupart des régions une « fragmentation totale de la gestion des bassins par les différents acteurs et même par les pays, où les besoins en eau des différents secteurs – agriculture, industrie, environnement et exploitation minière – sont considérés isolément plutôt que comme des besoins liés et interdépendants ».

« Dans beaucoup de cas, il faudrait complètement repenser la façon dont les pouvoirs publics exploitent l'ensemble des bénéfices des bassins versants, au lieu de se concentrer sur un seul secteur comme l'hydroélectricité, l'irrigation ou l'industrie », soulignent les auteurs.

###

Le Challenge Program « Eau et Alimentation » (CPWF) du CGIAR a été lancé en 2002 dans le cadre d'une initiative de réforme de ce dernier. Il vise à accroître la résilience des systèmes écologiques et sociaux grâce à une meilleure gestion de l'eau en faveur de la production alimentaire (agriculture, pêche et élevage). Pour ce faire, le CPWF a adopté une approche novatrice de recherche et développement, qui rassemble un large éventail de scientifiques, spécialistes du développement, responsables des politiques et communautés dans le but de relever les défis de la sécurité alimentaire, la pauvreté et le manque d'eau. Le CPWF travaille actuellement dans six bassins fluviaux dans le monde : Andes, Gange, Limpopo, Mékong, Nil et Volta (www.waterandfood.org).